

Le Canada et l'Australie sont des pays commerçants. La petitesse relative de leurs marchés intérieurs ne leur en laisse pas le choix. Depuis dix ans, leurs échanges et leurs investissements ont enregistré une croissance sans précédent qui est en train de transformer fondamentalement leur économie.

Il y a 20 ans à peine, l'idée du libre-échange avec les États-Unis — sans parler du Mexique et, bientôt, du Chili — était si étrangère à la doctrine commerciale que le ministre canadien du Commerce qui se serait hasardé à en parler aurait pu être traité d'hérétique. Aujourd'hui, il est devenu normal de parler d'une économie nord-américaine intégrée, une économie caractérisée non seulement par des liens commerciaux plus étroits, mais aussi par des infrastructures qui se ressemblent de plus en plus, par des voies de distribution communes et par un réseau complexe d'activités de production et d'investissement transfrontière.

Les chiffres concernant les échanges entre le Canada et les États-Unis montrent avec quelle rapidité évolue cette économie intégrée. Aujourd'hui, le Canada exporte plus de produits manufacturés aux États-Unis qu'il n'en vend sur son propre marché intérieur. Le commerce bilatéral entre les deux pays s'élève maintenant à 1 milliard de dollars par jour, tous les jours de l'année. L'an dernier, le Canada a enregistré un taux de croissance économique de 4,8 p. 100 accompagné d'un taux d'inflation presque nul. Cette forte croissance est en bonne partie attribuable à des niveaux d'exportations jamais atteints, celles-ci représentant à l'heure actuelle 36 p. 100 de notre PIB, un pourcentage record.

La dette publique accumulée pourrait devenir un obstacle, et les derniers déficits budgétaires ont été beaucoup trop élevés. Dans le budget du 27 février, nous avons néanmoins exposé le plan que nous entendons adopter pour nous attaquer systématiquement à ce problème. En procédant presque exclusivement à des réductions de dépenses de préférence à des augmentations d'impôt, nous réduirons notre déficit à 3 p. 100 du PIB en 1996. Par la suite, nous nous attendons à ce que la croissance économique soit plus élevée que l'augmentation de la dette, dont le pourcentage par rapport au PIB devrait continuer de baisser.

En songeant à l'avenir, je prévois que les échanges et les investissements entre le Canada et l'Australie se multiplieront sur différents plans. À la faveur de la mondialisation et de l'émergence de techniques nouvelles, nos entreprises peuvent se lancer ensemble dans de nouvelles opérations commerciales. Parallèlement aux exportations et aux importations qui constituent depuis toujours la majeure partie des échanges entre nos deux pays, nous voyons apparaître de nouvelles méthodes de faire des affaires à l'heure où les entreprises des deux côtés du Pacifique inventent des formules originales de coopération adaptées aux particularités du marché international actuel.